

civiles et les attaques répétées de missiles et de bombardiers s'ajoutaient à la détresse économique. Rappelons-nous que ce conflit n'a été marqué d'aucune manifestation populaire importante, même s'il a entraîné des pertes de 2,3 p. 100 parmi la population iraquienne.<sup>30</sup>

Un mois de bombardements intensifs ne réussit pas à pousser la population à la révolte. Le 15 février 1991, le président Bush, irrité de ce que le gouvernement iraquien refusait de se rendre aux exigences des Nations Unies, demanda aux forces armées et au peuple iraquien de prendre la situation en main et de forcer leur dictateur Saddam Hussein à céder et à se conformer aux résolutions onusiennes avant de rejoindre la collectivité des nations pacifiques.<sup>31</sup> Les minorités kurde et chiite répondirent par la suite à son invitation, mais non sans avoir attendu le lancement de l'attaque d'infanterie, qui donnait aux rebelles l'espoir d'obtenir le soutien nécessaire.<sup>32</sup>

Parmi les nombreuses raisons expliquant pourquoi les sanctions n'ont pu forcer l'Iraq à se retirer du Koweït, notons le fait que le comportement diplomatique de la coalition allait à l'encontre d'une coercition économique efficace. Les mesures économiques gagnent en puissance quand elles s'inscrivent dans une démarche diplomatique imaginative, dont l'effet psychologique s'apparente à celui que rechercheront les forces policières plus avancées pour convaincre un homme violent de libérer ses otages. Il est essentiel de faire une considérable démonstration de force, mais il faut aussi laisser une voie de sortie à celui qui se rend. Sir Julian Corbett l'a bien exprimé, en soulignant que la pression exercée par la marine est bien fastidieuse et longue à produire un effet, sauf si elle s'accompagne de mesures militaires et diplomatiques bien agencées.<sup>33</sup> Il importe de considérer de près les circonstances qui privent l'État cible de sa liberté de corriger ses politiques. En pratique, il peut être préférable que les sanctions attirent peu l'attention du public, ce que l'on obtient par exemple en s'attaquant aux exportations et aux transactions financières du pays visé. Les mesures contraignant les exportations n'ont pas la même dimension politique que celles qui visent les importations, car elles ne menacent pas l'existence humaine à courte échéance; le gouvernement cible risque d'en trouver la capitulation d'autant plus facile. Il s'agira plutôt d'un conflit de comptabilité, qui complique l'obtention des produits essentiels mais ne la rend pas impossible et qui agit au détriment de l'industrie. La supériorité de ce moyen sur l'autre

---

<sup>30</sup> Traduction libre d'un passage du procès-verbal des débats du 101<sup>e</sup> Congrès américain (7 décembre 1990, 5 h 40 HNE).

<sup>31</sup> États-Unis, Département d'État, *Dispatch*, 2/3 (21 janvier 1991), p. 37. Extrait d'un discours prononcé devant l'American Association for the Advancement of Science.

<sup>32</sup> Voir *Globe and Mail*, 4 avril 1991.

<sup>33</sup> Voir Corbett, sir Julian S., *England in the Seven Years War*, Londres, 1907, pp. 5 et 6.